

DEBAT

Un intervenant

Merci. C'est un exposé qui ouvre à beaucoup de questions. Qui voudrait commencer ? Philippe Chalmin.

Philippe Chalmin, professeur, Université Paris Dauphine

Monsieur le Ministre, avez-vous un système de régulation des prix ? Je veux dire : existe-t-il au Burkina un système de prix garanti à l'agriculteur, ou est-ce que vous vous contentez d'intervenir après le marché ?

Mahama Zoungrana, ministre de l'Agriculture du Burkina Faso

Non, au Burkina il n'y a pas de système de régulation des prix. Nous avons simplement les outils qui permettent d'intervenir de façon ciblée dans les zones où les ménages sont en insécurité alimentaire ; d'où le défi important du ciblage adéquat. Très souvent, lorsque nous avons des tensions importantes de prix, les services du ministère du Commerce font des contrôles de prix pour éviter ou réduire les effets pervers des spéculations. Cependant, de telles actions sont bien localisées géographiquement et bien circonscrit dans le temps.. Il faut simplement retenir qu'au Burkina Faso, il n'y a pas un système de prix administrés.

Un intervenant

Monsieur le Ministre, comment s'articule, dans les politiques que vous avez exposées, la question de la malnutrition, ou de la nutrition équilibrée, soyons plus positifs ? C'était la question générale. J'ai une question plus particulière : quand dans un pays on a 86 % de la population qui est non seulement rurale mais agricole, j'imagine qu'elle est elle-même auto-consommatrice. Donc ma question particulière relie ma question générale : comment votre gouvernement envisage-t-il de développer un minimum de circuits économiques autour de cette auto-production pour justement élargir le panier alimentaire et lutter contre la malnutrition ?

Mahama Zoungrana, ministre de l'Agriculture du Burkina Faso

Cette question me renvoie à une des priorités de notre gouvernement de mettre l'accent sur l'agriculture familiale. Aujourd'hui, les débats au niveau du pays sont vifs sur la priorité à accorder à l'agriculture familiale ou à l'agrobusiness ou entreprenariat agricole. Nous affirmons que la priorité reste l'agriculture familiale. Pas seulement pour une question d'équité, mais aussi une question économique. Nous ne pouvons pas avoir 86 % de la population qui sont de petits agriculteurs et mettre la priorité de l'investissement ailleurs. Donc la priorité est l'agriculture familiale. Au niveau de ce type d'agriculture le défi est de régler les problèmes de fertilité des sols. En effet, l'agriculture familiale est composée de petits agriculteurs qui opèrent sur de petites superficies familiales de 2 à 3 hectares, qu'ils cultivent de façon "régulière" sans possibilité de rotations. Il faut donc travailler à maintenir ou améliorer la fertilité des sols à travers l'afflux d'engrais organique et la facilitation de l'accès aux intrants chimiques.

Deuxièmement, il faut faire en sorte que ces agriculteurs familiaux puissent être connectés d'une certaine façon au marché. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que pour le petit agriculteur qui a deux ou trois sacs de maïs et qui doit aller le vendre au marché, il faut travailler à réduire le nombre d'intermédiaires entre ce dernier et l'acheteur final. C'est très courant que dans nos marchés, le producteur qui arrive avec son sac rempli de produit agricole sur sa bicyclette doit affronter deux ou trois personnes qui essaient de « casser le prix. » Il faut donc créer les mécanismes qui puissent lui permettre d'accéder facilement au marché, et d'avoir l'information adéquate pour une décision conséquente. Au fait, que se passe-t-il avec le petit producteur ? En réalité, le petit agriculteur n'a jamais accès à l'information. Mais avec l'explosion des technologies de l'information et de la communication (TIC), c'est une grande opportunité que nous comptons saisir pour accroître la fluidité de l'information sur les marchés agricoles. Aujourd'hui, dans n'importe quel village, tout le monde utilise le téléphone portable. La principale question est celle de savoir comment faire pour mettre en place un système d'information qui permette aux agents économiques de savoir que,

pour ceux qui connaissent le Burkina, quand à Banfora le sac de mil coûte 10 000 francs CFA alors que du côté de Dori il coûte 15 000 francs, il y a de grandes possibilités de transaction. Dans cette situation, le producteur comme le consommateur dans les zones déficitaires peuvent obtenir tous les deux des prix intéressants ? L'organisation des systèmes d'information représente donc un défi à relever pour améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.

Marc Aicardi De Saint-Paul, consul honoraire du Burkina Faso

Je suis consul honoraire du Burkina Faso à Nice pour la région. Nous nous sommes donc entretenus hier au dîner avec Monsieur le Ministre, donc s'il le permet, je voulais lui poser une question en privé mais comme je pense qu'elle peut intéresser tout le monde et pas seulement le Burkina Faso, mais surtout le Burkina Faso à cause du nombre d'associations qui y travaillent. Pour vous donner un ordre de grandeur, nous avons, dans les cinq départements qui bordent les Alpes-Maritimes et la Corse, environ 200 associations qui œuvrent au Burkina Faso. Plus de la moitié de ces associations œuvre dans le domaine de l'agriculture, soit des forages, soit de la construction de fermes, soit de la spiruline, un complément alimentaire. Evidemment, au plan macro-économique, ça ne représente pas grand-chose, mais je ne parle que de cinq départements français. Sachant qu'au Burkina Faso il y a une concentration d'ONG, non seulement françaises, mais aussi des Pays-Bas, d'Espagne, du Portugal, d'un très grand nombre de pays, et c'est une richesse. Je me posais donc la question de savoir dans quelle mesure c'était comptabilisé, répertorié géographiquement, dans la mesure où il y a une influence de ces acteurs que Monsieur le Ministre n'a pas cités, car c'est peut-être une quantité négligeable, je n'ai absolument aucune idée de ce que ça peut représenter au niveau global. Mais compte tenu de la spécificité du Burkina et de l'implication des ONG dans ce pays, je pense qu'il serait bon de les répertorier, d'en tenir compte, et d'utiliser ces données pour faire avancer la politique nationale. Je parle évidemment sous le contrôle de mon ministre.

Mahama Zougrana, ministre de l'Agriculture du Burkina Faso

Sur cette question, vous pouvez être convaincu, c'est vrai que les interventions et les investissements via la coopération décentralisée échappent souvent à la comptabilité au niveau gouvernemental, alors qu'ils sont très importants. Lorsque vous prenez la bande nord du Burkina, la concentration des ONG est très élevée, et cela a permis d'obtenir des résultats très importants en termes de transfert de technologies et d'investissements. Au niveau du ministère en charge de l'Agriculture, nous nous sommes vraiment posé le défi d'ouvrir la discussion. Vous pourrez noter que lorsque je présentais le dispositif institutionnel de la sécurité alimentaire, vous avez dû vous en rendre compte que la société civile occupe une place importante et stratégique dans le dispositif. Il y a une semaine, nous avons tenu l'assemblée générale du conseil national de la sécurité alimentaire. Au cours cette rencontre importante, la société civile a pris la parole pour faire une intervention sur leur niveau de contribution.

Deuxièmement, nous comptons organiser le dispositif de suivi et de capitalisation des résultats du département pour faire en sorte que les interventions puissent être comptabilisées convenablement. Autrement, nous oublions un pan entier de ces investissements qui sont très importants. De plus en plus, dans ce type de coopération, même au niveau d'un partenariat comme celui avec le gouvernement américain, il y a des interventions via les ONG. Par conséquent, nous ne pouvons pas oublier ces intervenants dans la comptabilité des investissements dans le domaine agricole.

Jean-Yves Carfantan, Senior Consultant, AgroBrasConsult

Je vous rappelle qu'on va revenir sur les ONG dans la troisième partie. Avez-vous d'autres questions sur le contexte africain, en élargissant au-delà du Burkina Faso ?

Dominique Flavio, PDG, DynaGrow

Bonjour, je représente la société DynaGrow, nous sommes installés en Sierra Leone. Pour nous, le principal problème que nous rencontrons en Afrique concerne la formation des jeunes, des femmes. Ce sont des problèmes de matériel génétique, des graines. Et pas vraiment de problèmes d'intrants, les fertilisants, parce que malheureusement c'est encore beaucoup trop cher pour les pays africains, en tout cas pour nos fermiers. Pour nous, beaucoup de solutions venaient de l'infrastructure, en tout cas pour les pays comme le Liberia, le Sierra Leone, etc, qui vient des Chinois et des Sénégalais, de la France, de l'Italie, qui sont très présents aussi. Par contre, au niveau

des formations, en tout cas au niveau gouvernemental, je m'adresse à vous Monsieur le Ministre parce que vous êtes là, c'est quand même très faible. Et, comme le disait mon prédécesseur, on se base surtout sur des ONG. C'est tout.

Mahama Zoungrana, ministre de l'Agriculture du Burkina Faso

Oui, votre réflexion est tout à fait pertinente parce que lorsque j'ai commencé ma carrière au niveau de l'agriculture, on avait un système robuste de formation et de vulgarisation qu'on appelait à l'époque le *Training and Visit*. C'était un système assez rigoureux et organisé. Mais aujourd'hui, avec l'avènement des programmes d'ajustement structurel du secteur agricole, on a comprimé les effectifs et malheureusement le secteur agricole en a subi le coût. Cela fait que le ratio d'encadrement, au moment où j'ai démarré ma carrière dans l'agriculture il y a près de 30 ans, était d'un agent pour huit villages, et aujourd'hui c'est un rêve tout à fait lointain. En ce moment, nous sommes obligés d'essayer de renverser la tendance. Mais on ne va pas retrouver toute l'aisance en termes d'effectifs d'agents vulgarisateurs comme c'était le cas il y a 30 ans. Nous sommes obligés de faire en sorte que le peu d'agents en activité actuellement soient très bien formés pour pouvoir pallier le manque d'effectifs. Mais nous devons aussi faire en sorte de considérer les autres types de possibilités de faire de la vulgarisation agricole. A ce niveau le rôle des ONG et des associations est extrêmement important. Comment faire en sorte que le gouvernement puisse se positionner pour la coordination, les stratégies de vulgarisation et d'appui-conseil qui sont promus par les ONG et associations ? Nous avons commencé la réflexion pour mettre en oeuvre un certain nombre de mécanismes au niveau du ministère de l'Agriculture pour essayer de prendre en compte ces pratiques d'ONG. Il s'agit aussi de soutenir le renforcement des capacités qui existent pour permettre de suppléer un tant soit peu au manque d'effectifs.

Un intervenant

Et les partenariats avec les entreprises privées ?

Mahama Zoungrana, ministre de l'Agriculture du Burkina Faso

Pour le partenariat avec les entreprises privées, je donne l'exemple de la filière coton : la privatisation n'y est pas totale ; mais on a une société carrément à part qui s'en occupe. Là il y a un dispositif de vulgarisation qui est tout à fait propre aux sociétés cotonnières. La plus grande des sociétés cotonnières est une société d'économie mixte mais les autres sont des sociétés privées. Les sociétés privées comme publiques ont un dispositif d'encadrement sur la filière coton qui est utilisé pour la vulgarisation. Certaines filières émergentes, comme par exemple l'oignon, et la noix de cajou pour la zone ouest, disposent d'agents qui les appuient dans le domaine de la vulgarisation, que nous sommes également obligés de prendre en compte.

Jean-Yves Carfantan, Senior Consultant, AgroBrasConsult

Monsieur au coin, et puis ensuite nous passerons peut-être aux ONG, mais on reviendra sur l'Afrique.

Un intervenant

Monsieur le Ministre, vous avez indiqué la priorité que vous donnez aux familles dans le champ agricole. Ça veut dire une agriculture essentiellement à petite échelle. Maintenant la question est : est-ce qu'avec ce genre d'agriculture vous pouvez arriver à l'augmentation des productivités qui seraient nécessaires, comme Monsieur Delgado nous a expliqué, pour pouvoir nourrir tout un monde. Et dans cette optique-là, vers où regardez-vous pour avoir ce genre de technologie ? Je vois mal, bien que ça ait été mentionné, l'exemple brésilien pour le Burkina. Ce serait intéressant d'écouter Monsieur Delgado dire comment il voit ces propositions s'appliquer au Burkina. Le dernier point est : est-ce que vous ne vous attendez pas aussi à un exode rural qui changera encore la donne ?

Mahama Zoungrana, ministre de l'Agriculture du Burkina Faso

Effectivement, la priorité est l'agriculture familiale. Mais nous avons aussi dans notre stratégie de croissance accélérée de développement durable, c'est la stratégie "chapeau", proposé les pôles de croissance. Ceux qui connaissent le Burkina savent que nous avons un grand pôle de croissance qui est au Centre-sud du pays, où nous avons créé un espace qui permet aux investisseurs privés de prendre des parcelles, c'est une zone d'utilité publique, pour investir dans la production, la transformation et ainsi de suite. Et dans toutes les zones possibles, c'est

l'approche que nous aurons. C'est le cas à Bagré, c'est le cas du Sourou, c'est le cas de trois ou quatre zones où le contexte favorise la mise en place de facilités pour attirer des investisseurs privés dans le domaine agricole. Le développement des pôles de croissance constitue une autre dimension de la politique agricole. Mais du point de vue des investissements, ça ne représente pas une part importante par rapport à ce que l'on met dans l'agriculture familiale.

Maintenant, lorsqu'on a une politique où on doit encourager l'agriculture familiale, d'où viendra la technologie ? Pour moi, la technologie ne viendra pas des grands pays industrialisés mais des pays où on a la possibilité d'avoir des technologies qui s'adaptent à nos contextes, par exemple les technologies d'irrigation. Elles sont extrêmement importantes pour nous parce que souvent ce sont des technologies très simples, et accessibles aux petits producteurs. Ce sont des technologies que nous n'avons pas chez nous, mais qu'on peut trouver probablement au Brésil. Je parlais pendant la pause des opportunités au niveau de certains pays comme Israël, mais aussi de pays arabes comme le Maroc et l'Égypte qui ont beaucoup investi et avancé dans le domaine de l'irrigation goutte-à-goutte par exemple. Ce sont donc des technologies de ce type qui peuvent nous être utiles pour les petites exploitations. Mais pour les grandes zones de production comme les pôles de croissance, les besoins de technologies sont beaucoup plus importants. Nous ne fermons pas la porte des échanges de technologie avec les pays qui ont beaucoup avancé sur ces questions.

La question de l'exode rural est vraiment une grande question. Nous devons faire en sorte de créer les conditions pour que la jeunesse puisse, de plus en plus, garder un intérêt sur l'agriculture. Ce n'est pas le cas jusqu'à maintenant. Comment faire ? Nous n'avons pas le choix quand on regarde les opportunités qu'offre notre continent : un continent avec une forte croissance démographique et un pourcentage de jeunes très élevé. Aujourd'hui encore, l'agriculture constitue encore le bassin d'emplois le plus important. Nous sommes donc obligés de trouver une façon de concevoir des politiques et des stratégies pour la jeunesse. Une chose est de le dire, l'autre est de le faire, c'est beaucoup de réflexion. Mais nous n'avons pas d'autre choix que de s'attaquer à ce problème pour faire en sorte que la jeunesse puisse rester en milieu rural pour participer aux actions de développement local.

Jean-Yves Carfantan, Senior Consultant, AgroBrasConsult

On va juste écouter deux commentaires par Christopher Delgado et par Marcos Jank. Puis on reviendra sur l'Afrique, puisqu'on a encore une séquence où on peut encore poser des questions à partir de l'intervention sur les ONG.

Christopher Delgado, Senior Fellow, World Resources Institute

Je crois que mon collègue à ma gauche aura beaucoup plus à dire sur l'augmentation de la productivité dans l'agriculture africaine, sans parler du Burkina en particulier, bien que je pense que ce cas n'est pas vraiment différent de beaucoup de pays. Il faut relever que l'augmentation de la productivité a été assez forte depuis au moins quinze ans, selon les années entre 3 % et 5 %. C'est que l'augmentation de la population a été très forte aussi. C'est le premier élément. Le deuxième élément est qu'avec la prise en charge de la stratégie nationale par les États, sous forme de quelque chose comme le PDDAA, qui existe quand même et qui apporte des techniques de consultation, et la mise en place d'un planning, etc. Effectivement, il y a des normes à trouver dans la mobilisation des ressources en eau, dans la formation, etc. Il y a beaucoup à faire mais ça coûte. On a vu que le Burkina est en train de mettre en place son propre programme mais il faut aussi que les partenaires viennent en appui, dans le cadre du programme national.

Marcos Jank, directeur général, Brasil Foods

Sur ce que le Brésil peut enseigner à l'Afrique, je pense que la première chose est, quand on parle de l'agrobusiness, c'est un concept de 1957 aux États-Unis, ce n'était pas la grande production commerciale. C'était un concept de filière. Ici en France on parle beaucoup de filière agroalimentaire qui commence à la génétique et qui se termine à l'alimentation des consommateurs. C'est-à-dire l'idée qu'il y a une intégration dans les chaînes productives entre ce qu'il y a avant la ferme et après la ferme. Et, dans ce sens, quand on voit les grands producteurs de soja au centre-ouest du Brésil, c'étaient des petits producteurs au sud du Brésil qui ont migré et qui ont eu les conditions de grimper l'échelle. Quand on voit les grands producteurs de canne à sucre, c'étaient des migrants pauvres italiens qui sont venus chez nous pour rapporter le café, au début du siècle passé. Ils sont devenus ensuite les grands producteurs de canne à sucre d'aujourd'hui. C'est-à-dire qu'il y a une grande mobilité dans l'agriculture, qui est très importante. Et

dans ce sens-là, si je prends ce qui s'est passé chez nous, cette mobilité et ce changement, c'est un changement qui sans doute a exclu des producteurs, il faut le dire. Et je sais que cela s'est passé en Europe, aux Etats-Unis et même en Afrique. C'est-à-dire que l'agriculture n'est pas pour tout le monde. Mais les choses importantes dans ces mouvements sont selon moi, la première est ce que Monsieur le Ministre a dit : le foncier. C'est-à-dire qu'on règle le *property right* parce que si on ne l'a pas, la personne n'a pas la propriété pour travailler et pour gagner en productivité. Deuxièmement, c'est la technologie. Troisièmement, c'est l'accès au marché. Quatrièmement, c'est l'assistance technique, c'est très important, surtout dans les premières phases du développement. Cinquièmement, c'est l'intégration dans la chaîne productive. Sixièmement, c'est l'infrastructure. C'est-à-dire que, à mon avis, ce sont les bonnes politiques nécessaires pour les gouvernements. Mais ils ne doivent pas toutes les suivre. Le gouvernement doit donner les conditions pour que même le privé participe à ce processus. Par exemple, la compagnie dans laquelle je travaille aujourd'hui est la plus grande compagnie d'exportation de protéines de poulet au monde. D'où prenons-nous nos poulets ? Ce n'est pas nous qui produisons, ce sont des petits producteurs au Brésil. Nous avons 20 000 producteurs intégrés à l'agro-industrie, avec lesquels nous avons une relation constituée de contrats, de choses comme ça, qui est aujourd'hui très sophistiquée en termes de technologie notamment. Donc cette filière poulet développée chez nous exclusivement à partir du petit producteur, peut aussi se développer en Afrique à mon avis.